

INTRODUCTION A LA MACROECONOMIE

Corrigé du dossier de TD N° 1

Que reste-il de l'héritage keynésien ?

I. Documents joints

Document 1 : Bernard Guerrien (1996), *Dictionnaire d'analyse économique*, La découverte, coll. Repères, p. 323, 352---353 (extraits)

Document 2 : Michel Cabannes (1995), *Introduction à la macroéconomie*, Armand Colin, coll. Cursus, P. 9-10 (extrait)

Document 3 : Alternatives Economiques (2005), « John Maynard Keynes (1883-1946) », *Alternatives Economiques Poche*, n°21, novembre 2005 (extrait)

Document 4 : Gilles Dostaler (2009), « Le retour de Keynes ? », *Repenser l'économie au XXIème siècle*, Revue Vie Economique, Juin 2009 (extrait)

Document 5 : Denis Clerc (2008), « Crise économique : le retour de Keynes », *Alternatives-Economiques.fr*, Article Web, 26 novembre 2008 (extraits)

Document 6 : Karim Emile Bitar (2010), « La revanche douce-amère de John Maynard Keynes », *L'ENA hors les murs*, 30 juin 2010 (extraits)

Document 7 : Thierry Pech et Guillaume Duval (2012), « Pourquoi on ne s'en sort pas », *Alternatives Economiques*, n° 316, septembre 2012, p.7-12 (extraits)

Document 8 : Guillaume Duval (2012), « Pourquoi l'obsession des 3 % va faire plonger la zone euro », *Alternatives-Economiques.fr*, Article Web, 21 septembre 2012 (extraits)

II. Questions préliminaires

1 / En vous aidant des documents 1, 2 et 3, résumez la pensée de Keynes et expliquez en quoi elle s'oppose à la théorie néoclassique. Quelles sont les implications potentielles en terme de politiques économiques de ces théories?

2/ Dans l'histoire, comment se sont succédés les deux paradigmes (document 4)?

3/ A l'heure actuelle, quelle éléments pourraient laisser supposer que la pensée keynésienne a de nouveau les faveurs du décideur politique et des économistes (documents 5 et 6)?

4/ En vous basant sur l'actualité économique et les documents 6, 7 et 8, qu'est-ce qui pourrait laisser penser que ce n'est pas le cas ?

III. Dissertation

En vous appuyant sur les éléments précédents ainsi que sur vos recherches personnelles, traitez la question suivante (introduction+plan détaillé) :

La situation mondiale actuelle necessite-t-elle et engendre-t-elle une plus grande prise en compte des thèses de Keynes dans l'élaboration des politiques économiques?

Document 1

Néo-classique (théorie)

Théorie selon laquelle il faut chercher l'explication « ultime » des phénomènes économiques au niveau des comportements individuels, en supposant que ceux-ci sont guidés par le principe de RATIONALITÉ. La théorie néo-classique adopte donc les préceptes de l'INDIVIDUALISME MÉTHODOLOGIQUE, dont elle est l'exemple le plus achevé.

La théorie néo-classique est l'héritière de l'école MARGINALISTE ; elle a été appelée « néo-classique » par un de ses adversaires — Thorstein Veblen — qui voulait ainsi se moquer d'elle ; curieusement, ce nom lui est resté ; il a même été adopté par ses partisans. Cependant, ceux-ci préfèrent souvent parler à son propos de « la » théorie économique, comme on dit « la » physique ou « la » biologie, car pour eux la théorie néo-classique est la seule à avoir un statut scientifique en économie (notamment en raison de l'usage intensif qu'elle fait des mathématiques).

Théorie néo-classique et modèles

La théorie néo-classique est généralement assimilée à la MICROÉCONOMIE, qui se propose d'étudier les comportements d'individus exempts de toute attache sociale (les « agents ») et mus par le seul principe de rationalité. Elle envahit de plus en plus la MACROÉCONOMIE, dans le cadre de la recherche de ses FONDEMENTS MICROÉCONOMIQUES.

La théorie néo-classique accorde une place essentielle au modèle de la CONCURRENCE PARFAITE et à ses équilibres. Ceux-ci ne représentent pas pour elle ce qui est (le « réel »), mais ce qui *doit être* ; ils lui servent de NORME. Pour les néo-classiques, l'écart entre le premier (le « réel ») et ce qui doit être (la norme) doit être résorbé en modifiant le réel dans le sens des hypothèses de la théorie ; d'où le caractère essentiellement normatif de leur démarche. Bien que l'habitude ait été prise d'identifier la concurrence parfaite avec le « système pur des marchés » (quel que soit le contenu donné à cette expression), il serait erroné de voir dans tous les théoriciens néo-classiques des défenseurs acharnés de ce système, même si pratiquement tous — y compris ceux qui pensent que l'État doit jouer un rôle actif dans l'économie — font référence d'une façon ou d'une autre à l'« idéal » que constitue pour eux la concurrence parfaite (l'allusion à la « perfection » est d'ailleurs significative).

Cependant, au sein même du courant néo-classique, les points de vue divergent sur la façon dont cet idéal peut être atteint ou approché. Ainsi, le débat entre néo-classiques porte souvent sur la place et l'importance de ce qu'ils appellent des « imperfections », tels les MONOPOLES, les OLIGOPLES, les EXTERNALITÉS, les ASYMÉTRIES D'INFORMATION, les « rigidités » de tout ordre, les anticipations erronées, etc. Par exemple, les MONÉTARISTES, ou « ultra-libéraux », pensent que ces « imperfections » ont un effet limité sur l'affectation des ressources et sur le bien-être collectif,

tandis que ceux des néo-classiques qui se réclament plus ou moins de la pensée de KEYNES ont l'opinion contraire ; d'où, selon eux, la nécessité pour l'État d'intervenir afin de contrecarrer le plus possible les conséquences négatives des « imperfections » (pour les monétaristes, l'action même de l'État est une « imperfection », dont les effets sont pires que le mal qu'elle veut corriger). Les positions de Keynes se démarquent d'ailleurs nettement de celles des néo-classiques (y compris ceux qui se disent « keynésiens »), en raison de la place essentielle qu'il donne dans son dispositif théorique à l'INCERTITUDE inhérente aux phénomènes sociaux.

Microéconomie

Approche qui consiste à chercher l'explication des phénomènes économiques à partir du comportement des unités de base de la société (ce que traduit le préfixe « micro »), contrairement à la MACROÉCONOMIE, dont le point de vue est d'emblée global (il concerne des AGRÉGATS comme le revenu national, la masse monétaire, le niveau des prix, etc.).

Document 2

Le clivage entre macroéconomie et microéconomie

Les critères de distinction entre macroéconomie et microéconomie. D'abord, le domaine de la macroéconomie concerne l'économie globale alors que celui de la microéconomie se rapporte aux agents individuels. Mais ce clivage doit être relativisé : on remarque que l'analyse de Walras en termes d'équilibre général aborde l'économie globale à travers l'interdépendance des comportements individuels.

Ensuite, l'analyse macroéconomique considère des variables qui sont des agrégats hétérogènes (la production ou la consommation d'un ensemble de biens souvent très différents) alors que l'analyse microéconomique prend en compte des variables homogènes (la production ou la consommation d'un bien).

En outre, la démarche macroéconomique a tendance à partir directement du niveau global (celui des agrégats) pour expliquer le fonctionnement d'un système, alors que la démarche micro-économique part toujours du comportement de l'individu en considérant qu'il est représentatif de l'ensemble.

De plus, la macroéconomie n'est pas forcément basée sur une hypothèse de comportement homogène relevant de la rationalité, alors que la microéconomie est toujours fondée sur l'« homo economicus » qui maximise sa satisfaction sous certaines contraintes liées à la rareté des ressources ou de l'information.

Par ailleurs, dans la macroéconomie, les ajustements qui assurent l'équilibre du système s'opèrent souvent par les revenus et pas forcément par les prix, alors que dans la microéconomie, les ajustements s'opèrent toujours par les prix relatifs. Corrélativement, la macroéconomie analyse la détermination du niveau de revenu et d'activité, une question qui est laissée de côté par la microéconomie.

Enfin, la distinction majeure se rapporte aux préoccupations sous-jacentes de l'analyse pour la décision. La macroéconomie concerne la régulation globale de l'économie, alors que la microéconomie étudie les questions d'affectation des ressources rares entre diverses utilisations.

Justifications de l'approche macroéconomique. Ces justifications concernent les problèmes rencontrés lors du passage du niveau individuel au niveau collectif.

En premier lieu, la généralisation de l'expérience individuelle présente des dangers pour la compréhension du fonctionnement d'un ensemble économique. « La principale justification de la macroéconomie est que le caractère et le comportement d'agrégats de population et de choses ne peuvent pas être obtenus simplement par généralisation, à partir du caractère et du comportement des composants » écrit K. Boulding, qui propose la métaphore de l'arbre et de la forêt pour faire saisir la complémentarité des deux approches : la forêt possède des caractéristiques différentes de chaque arbre isolé, comme le risque d'incendie et l'influence sur l'environnement ; en outre, la forêt dissimule l'évolution des arbres particuliers, car son apparence ne change guère alors que chaque arbre parcourt son cycle de vie individuel avant de disparaître. En économie, les raisonnements à partir d'un agent conduisent à oublier des processus d'interactions qui sont souvent très importants au niveau global. Ce qui est bon pour une entreprise ne l'est pas automatiquement pour l'économie. Par exemple, les gains de compétitivité d'une firme ne font pas augmenter la production nationale si l'accroissement de la part de marché est obtenu au détriment d'autres firmes résidentes ; une baisse des salaires favorise l'emploi dans une entreprise mais, en cas de généralisation, cela peut avoir l'effet inverse au plan de l'économie en raison de l'incidence sur les débouchés. Ce qui est bon pour un individu peut ne pas l'être pour l'économie : par exemple, le désendettement individuel peut, s'il se généralise, favoriser une baisse des prix qui alourdit de la valeur réelle de la dette. Au niveau de l'État, une réduction des dépenses publiques, utile pour les finances publiques, peut susciter un freinage de l'économie, lequel en retour peut impliquer des baisses de rentrées fiscales qui réduisent l'amélioration du solde budgétaire.

Document 3

S'il fallait résumer la pensée de celui qui a le plus marqué la réflexion économique du XXe siècle, ce pourrait être : « Oui, le marché engendre du chômage involontaire. » Dans son grand oeuvre – La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie –, Keynes avance deux types d'explication possibles pour rendre compte de cette tendance du capitalisme à fonctionner en deçà de ses potentialités :

– une explication radicale, fondée sur l'incertitude du futur, qui pousse les hommes d'affaires à faire montre de prudence et, du coup, à investir moins qu'ils ne le devraient ;
– une explication plus traditionnelle, fondée sur le fait que toute insuffisance initiale de la demande tend à engendrer un cercle vicieux : moins de demande, donc moins de débouchés, donc moins de production, donc moins de salaires, donc moins de demande. Alors que la deuxième analyse débouche sur une politique économique visant à regonfler la demande défaillante, la première passe par des institutions et des règles capables de réduire l'incertitude de l'avenir. Ces deux lectures de Keynes débouchent donc sur deux rôles assez différents de l'Etat (...).

Pour aller plus loin : « Deux Keynes pour le prix d'une théorie », *Alternatives Economiques* n° 173, mars 2000. « Keynes, un social libéral avant l'heure », *Alternatives Economiques* n° 202, avril 2002. « John Maynard Keynes ou l'économie au service du politique et du social », *Alternatives Economiques* n° 220, décembre 2003.

Document 4

Au cours des trente dernières années, le discours économique dominant s'est fait l'apôtre des mérites du laisser-faire et du libre échange, opposant les bienfaits du marché aux défaillances de l'État. Il a prôné la déréglementation, la privatisation et une libéralisation accrue des marchés. Mêmes causes, mêmes problèmes : aujourd'hui comme hier, le modèle du laisser-faire construit les propres bases de sa remise en cause.

Mort et résurrection

Keynes espérait avoir mis fin au règne de l'économie classique et à sa foi dans le laisser-faire avec la publication, en 1936, de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* [1]. Il y expliquait qu'aucun mécanisme automatique n'assure, dans une économie capitaliste, le plein emploi et une répartition équitable des revenus et des fortunes. C'est donc l'État qui est responsable de l'atteinte de ces objectifs essentiels pour assurer la survie d'une civilisation menacée par les extrémismes de tous bords, attisés par le chômage et la pauvreté. Un an avant la publication de son livre, il écrivait à son ami George Bernard Shaw : « je pense être en train d'écrire le livre sur la théorie économique qui révolutionnera grandement - probablement pas tout de suite, mais au cours des dix prochaines années - la façon dont le monde pense les problèmes économiques. » [2] Keynes avait vu juste et bien estimé l'horizon temporel pour la digestion de ses idées. À la sortie de la guerre, les gouvernements de la plupart des grands pays occidentaux reconnaissaient qu'il était de leur responsabilité d'assurer le plein emploi, la stabilité des prix et la justice sociale.

Depuis les années 1970 et 1980, dans la foulée d'une succession de crises financières et économiques (crise du modèle fordiste, stagflation, crise des finances publiques), on a vu s'effondrer des pans essentiels de la structure de régulation mise en place après la dépression des années 1930 et dans l'après-guerre, dans le cadre de la révolution keynésienne. La contre-offensive des ultralibéraux y a trouvé un terrain fertile à leurs critiques du keynésianisme : après une trentaine d'années de croissance relativement soutenue, c'est Keynes qui est à son tour l'objet d'un enterrement de première classe. Monétaristes, économistes de l'offre et nouveaux économistes classiques attribuent les difficultés économiques de l'heure à l'interventionnisme keynésien et réaffirment les vertus du laisser-faire. Ce discours accompagne la montée en puissance et le triomphe, sur le plan des politiques, de ce qu'on a appelé le néolibéralisme. Des crises financières à répétition, la montée du chômage, la stagnation des salaires et le creusement des inégalités n'ont pas suffi, pendant une vingtaine d'années, pour ébranler les nouvelles certitudes.

Dans la foulée de la dernière crise financière mondiale, la plus grave depuis celle de 1929, accompagnée d'une récession qui risque d'être longue et coûteuse, Keynes revient à la mode. On entend dire, par des dirigeants politiques jusque-là connus pour leur adhésion à un libéralisme économique radical, qu'il faut refonder le capitalisme, réglementer - et même nationaliser - le système financier, soumettre la spéculation à l'entreprise, réunir un nouveau Bretton Woods. On pourrait croire que certains ont récemment découvert le chapitre douze de la *Théorie générale* : « Les spéculateurs peuvent être aussi inoffensifs que des bulles d'air dans un courant régulier d'entreprise. Mais la situation devient sérieuse lorsque l'entreprise n'est plus qu'une bulle d'air dans le tourbillon spéculatif. Lorsque, dans un pays, le développement du capital devient le sous-produit de l'activité d'un casino, il risque de s'accomplir en des conditions défectueuses » (*Théorie générale*, p. 171). (...)

Document 5

La crise économique que nous vivons suit le cercle vicieux classique étudié il y a longtemps par Keynes : les anticipations pessimistes des ménages et des entreprises renforcent encore la dépression qui les avait rendus pessimistes. La sortie de crise passe elle aussi par Keynes : ce n'est pas la dépense privée mais bien la dépense publique qui permettra de rompre ce cercle vicieux.

La crise bancaire semble derrière nous, mais la panne du crédit, elle, est lourde de conséquences, surtout si elle se prolonge. On le voit bien dans le secteur du bâtiment. Les prix s'effondrent parce que plus personne n'ose acheter un nouveau logement, de peur de ne pouvoir revendre celui où il habite actuellement. Tandis que l'accession à la propriété, qui repose sur le crédit, est gelée. De même, les entreprises trouvent difficilement les financements dont elles auraient besoin pour concrétiser leurs projets d'investissement. (...) Globalement, la panne du crédit comprime à court terme la demande (moins d'achats de logements et de biens d'équipement) et à moyen terme l'offre (freinage des capacités de production et de l'innovation).

A cette panne du crédit s'ajoute désormais une montée de l'épargne privée. Pour deux raisons. D'abord, quand le patrimoine des ménages perd de la valeur, il se produit ce qu'on appelle « un effet de richesse » : les ménages concernés s'efforcent de mettre davantage d'argent de côté de façon à compenser, au moins partiellement, cet « appauvrissement » (...). Deuxièmement, face aux difficultés économiques, les ménages autant que les entreprises cherchent à se constituer, ou à préserver, une sorte de matelas de sécurité protecteur et évitent de s'exposer aux risques liés à l'endettement. (...)

Au total, du côté des ménages autant que de celui des entreprises, la dépense est bridée à la fois par manque de financement et par un comportement de prudence. Selon les économistes néoclassiques, ce supplément d'épargne des ménages et des firmes devrait déboucher sur un supplément d'investissement. Mais, justement, cela est peu probable en raison des comportements de prudence de la grande majorité des acteurs économiques. Au lieu de stimuler l'investissement, l'accroissement de l'épargne contribue à freiner la demande.

Car, comme l'avait bien vu Keynes dans les années 1930, face au ralentissement de l'activité, les acteurs économiques développent des « anticipations » pessimistes. Keynes estimait que ces anticipations jouaient un rôle extrêmement important. Lorsque tous anticipent un ralentissement de l'activité, la demande effective (qui, dans son langage, ne désignait pas la demande observée, mais la

demande attendue) aboutit à geler nombre de projets d'investissements, ce qui engendre une contraction effective (d'où le terme) de l'activité par une sorte d'autoréalisation. Ce que nous craignons se concrétise précisément parce que cela influence nos actes(...). Loin d'être un mécanisme équilibrant, les forces du marché aggravent encore la situation. C'est exactement ce que nous pouvons observer actuellement dans des secteurs comme le bâtiment. Si cela devait se poursuivre, un cercle vicieux pourrait alors se développer : moins de consommation engendre moins d'investissement, qui engendre moins d'activité, qui suscite davantage d'épargne de précaution, qui... Nous passerions alors de la récession (une légère réduction d'activité) à la dépression (un ralentissement marqué et durable).

Ces anticipations pessimistes accentuent encore la baisse des cours boursiers, initiée par la « réallocation » des actifs financiers : les titres les moins sûrs, les plus incertains en termes de valorisation sont vendus au profit de titres d'Etat, même assortis d'un intérêt faible, parce qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. Là encore, Keynes retrouve une actualité brûlante. Il a été le premier à expliquer que, lorsque l'efficacité marginale anticipée du capital diminue, seul l'Etat est en mesure de capter l'épargne de précaution qui se développe et ne s'investit plus. Le rôle de l'Etat est alors de procéder à un recyclage public de cette épargne, sous forme de dépenses publiques, de manière à mettre fin à la dépression issue d'une dépense privée en diminution.

Quelles solutions à la crise ?

Voilà l'engrenage qui nous queue si nous n'y prenons pas garde. La réponse de Keynes demeure d'actualité : à l'Etat de compenser la baisse de demande par des dépenses publiques supplémentaires, de façon à déjouer, puis à renverser les anticipations. Au prix d'une dette publique accrue ? Evidemment : puisque les épargnants se ruent sur les titres d'Etat, c'est le moment d'en émettre, pour recycler cette épargne de précaution dans des dépenses publiques nouvelles.

Document 6

La crise économique qui a éclaté en 2008 a montré les limites des logiques monétaristes et des politiques de dérégulation qui prédominaient depuis la fin des années 1970. L'on a assisté à un retour en grâce des idées keynésiennes et les Etats, parfois contraints et forcés, ont recommencé à jouer un rôle de premier plan. Le paradoxe vient toutefois du fait que ce sont surtout les Etats-Unis et la Chine qui ont lancé d'ambitieux plans de relance pour soutenir la demande intérieure. L'Europe de Keynes semble au contraire avoir choisi des politiques de rigueur. Si elle peut apparaître nécessaire compte tenu de l'ampleur des déficits, l'austérité risque néanmoins d'accroître certains effets de la crise.

(...) Quelques jours à peine après le déclenchement de la crise, l'ancien premier ministre Michel Rocard (...) souligne que la grande idée keynésienne d'utiliser les budgets pour amortir les chocs extérieurs avait longtemps fait ses preuves et servi de régulateur. Finalement, il rappelle que le moteur de la croissance, c'est la consommation des ménages et qu'il est donc nécessaire de remonter la masse salariale, puisque la part de cette dernière dans le PIB a baissé de 10 % depuis 25 ans.

(...) Qu'il s'agisse de Paul Krugman, d'Amartya Sen ou de Joseph Stiglitz, les économistes les plus en vue dans le monde d'aujourd'hui sont donc, sinon des keynésiens, du moins des néo-keynésiens ou des keynésiens hétérodoxes.

(...) Les plans américains et chinois de relance par la demande s'inscrivaient clairement dans une logique keynésienne de remèdes anticycliques. Le « New Deal » lancé par la Chine à la fin de l'année 2008 visait à amortir la crise et à maintenir un taux de croissance supérieur à 8 %. Pour cela, le gouvernement chinois n'a pas hésité à dépenser près de \$ 600 milliards soit 16 % de son PIB. Quant au plan Paulson des Etats-Unis, l'un de ses principaux objectifs était, dans la plus pure tradition keynésienne, de sortir de la « trappe à liquidité. » (...). (...) C'est par rapport à ce contexte que les récents plans de rigueur draconiens annoncés par différents pays européens, sous impulsion allemande, étonnent et inquiètent de nombreux commentateurs, sociologues ou économistes.

Les politiques européennes de rigueur exaspèrent également Paul Krugman, qui craint la contagion. Le prix Nobel d'économie parle d'« austérité-mania » qui déferle sur l'Europe et se demande comment les Etats-Unis peuvent s'en prémunir. Il rappelle que selon le modèle de Mundell-Fleming, dans un contexte de liberté des taux de change, une contraction budgétaire dans un pays entraîne un effet de contraction dans le monde entier. Pour Krugman, la rigueur va faire du problème de la zone euro un problème global, et les Etats-Unis doivent chercher un moyen de se protéger de ce « masochisme européen » (...).

Document 7

En France comme dans l'ensemble de la zone euro, la rentrée 2012 ne se présente pas sous les meilleurs auspices : la plupart des moteurs de l'activité économique sont en panne, dans un contexte où la croissance mondiale donne elle-même des signes d'essoufflement. Et si l'Hexagone échappe de justesse à une baisse de son produit intérieur brut (PIB), ce n'est pas le cas de beaucoup de ses voisins. Certes, les situations nationales varient assez sensiblement, mais partout les ajustements budgétaires menés au pas de charge plombent l'économie. Avec deux conséquences majeures. Tout d'abord, le chômage atteint des sommets dans de très nombreux pays. Ensuite, loin de remettre les Etats en difficulté sur la voie de l'équilibre budgétaire, l'austérité leur complique encore plus la tâche, faute de rentrées fiscales suffisantes.

Au total, selon Eurostat, neuf pays sur dix-sept, regroupant 48 % de la population de la zone euro, devraient connaître une croissance nulle ou négative en 2012.

Outre des pays sous assistance comme la Grèce et le Portugal, ce sera le cas de l'Espagne et de l'Italie, mais aussi de la Belgique, des Pays-Bas et de la Slovaquie.

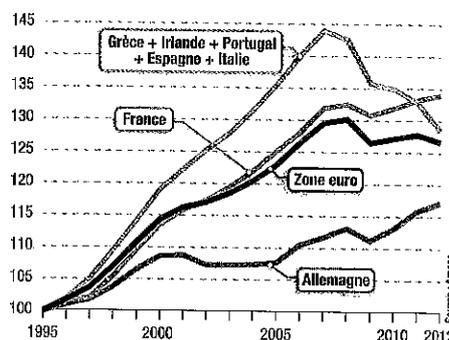
La cause de cette dépression ? D'abord, une demande intérieure en berne. C'est le cas en France où, pour la première fois depuis le printemps 2011, la consommation des ménages a reculé au deuxième trimestre 2012 (-0,2 %). Il faut dire que le pouvoir d'achat des Français est orienté à la baisse depuis cette même date. Quant aux dépenses d'investissement, malgré une progression sensible au deuxième trimestre, liée surtout au rattrapage des chantiers qui avaient été bloqués par les grands froids au premier trimestre, elles ne suffisent

pas à corriger la tendance. Au total, la demande intérieure finale hors stocks (*) reste atone (elle contribue cependant positivement à l'activité à hauteur de 0,1 point de pourcentage de PIB).

La situation est plus tendue encore au niveau de la zone euro, où la demande intérieure devrait être en repli de 0,8 % en 2012 par rapport à l'an dernier et de 2,6 % par rapport à son niveau de 2008.

UNE DEMANDE DÉPRIMÉE

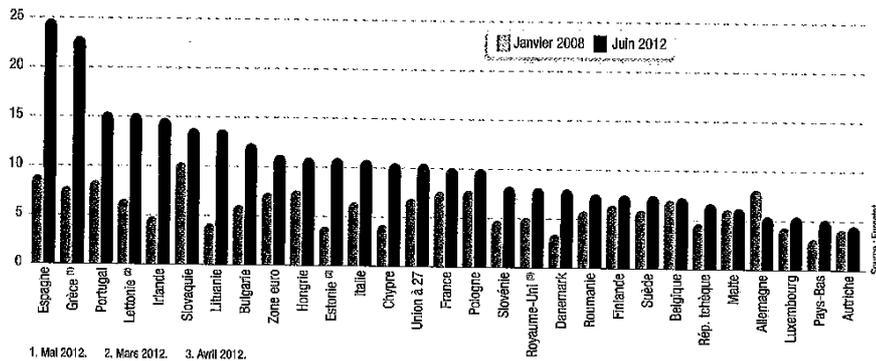
Demande intérieure finale hors stocks à prix constants 2005, base 100 en 1995



Demande Intérieure finale hors stocks : la demande intérieure finale hors stocks représente l'ensemble des dépenses de consommation et d'investissement des secteurs privé et public, à l'exclusion des dépenses des acteurs pour reconstituer leurs stocks.

LE CHÔMAGE À LA HAUSSE

Taux de chômage en juin 2012*, en %



1. Mai 2012. 2. Mars 2012. 3. Avril 2012.

Ces mauvais résultats sont en bonne partie le fruit des politiques d'austérité excessives qui ont déferlé sur la zone euro ces dernières années. Le choix généralisé de procéder à des ajustements rapides et parfois de très grande ampleur prive l'économie du soutien de la dépense publique, alors que les acteurs privés sont à la peine. Et ce d'autant plus que nombre de pays ont beaucoup plus coupé dans les dépenses qu'ils n'ont augmenté leurs prélèvements. Selon Eurostat, les dépenses des administrations publiques ont été en recul de 1,8 point de PIB en 2011 par rapport à 2010 à l'échelle de la zone euro. Elles se sont particulièrement contractées au Portugal, en Allemagne, en Autriche, en Espagne et en Slovaquie, avec un pic spectaculaire en Irlande (-18). Sur l'ensemble de la zone, seule la Slovaquie les a vu progresser.

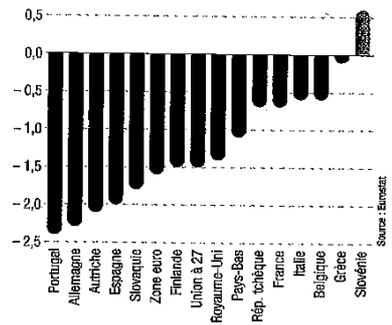
Censée réduire les déficits publics pour restaurer la crédibilité des Etats européens face aux investisseurs, cette stratégie est surtout parvenue à déprimer un peu plus encore l'activité économique. Ce faisant, elle aboutit à comprimer les rentrées fiscales des Etats, qui perdent finalement sur les deux fronts. D'un côté, l'équation de la réduction des déficits publics est rendue plus complexe encore par l'absence de croissance. De l'autre, les investisseurs s'inquiètent encore plus et les taux d'intérêt qu'ils demandent aux pays en difficulté s'élèvent. Ce piège ne concerne plus seulement les pays sous assistance, mais aussi l'Espagne et l'Italie, dont les taux d'intérêt à long terme se sont particulièrement tendus cet été. Or, des taux élevés accroissent la charge de la dette et peuvent à la fois la rendre insoutenable et accréditer les craintes d'insolvabilité.

Pour sortir enfin de cette impasse, les Européens doivent désormais avancer plus rapidement sur le chemin de l'intégration et de la solidarité. Les mesures adoptées lors du sommet du 29 juin dernier sur le Mécanisme européen de stabilité ou l'union bancaire vont dans le bon sens, même si, par ailleurs, les concessions allemandes sur le pacte de croissance voulu par François Hollande et le président du Conseil italien Mario Monti restent bien maigres. Mais dans le contexte actuel, il faut surtout desserrer l'étau du calendrier de réduction des déficits et renoncer à l'objectif de déficits inférieurs à 3 % du PIB dès 2013. Les sacrifices que cela impliquerait seraient en effet de nature à étouffer pour longtemps les chances de reprise sur le continent et à précipiter la zone euro dans une spirale infernale. ■

THIERRY PECH

LA CONTRACTION DES DÉPENSES PUBLIQUES

Evolution des dépenses publiques des administrations entre 2010 et 2011, en points de PIB



Source : Eurostat

L'austérité n'explique pas les succès allemands

Les Allemands sont persuadés qu'il y a un lien de cause à effet entre les réformes libérales menées par le chancelier Gerhard Schröder au début des années 2000 et la bonne santé de leur économie jusqu'à présent. Il y a lieu pourtant d'en douter, même si ces réformes ont indéniablement amélioré sa compétitivité-coût. L'essor des exportations allemandes depuis les années 2000 est lié avant tout à l'explosion de la demande des pays émergents vis-à-vis d'une industrie spécialisée de longue date dans les créneaux adéquats.

C'est le cas en particulier du secteur des machines : en 2011, cette branche d'activité occupait 1,1 million de personnes outre-Rhin, la moitié des effectifs de toute la zone euro, contre 210 000 en France. Quand les Chinois, les Indiens ou encore les Brésiliens se sont mis à construire de nouvelles usines par centaines, ils y ont installé des machines allemandes et non des machines françaises, qui dans la plupart des domaines n'existent pas. De même, l'industrie allemande a profité de sa spécialisation, ancienne elle aussi, dans les voitures haut de gamme : quand une fraction significative des 1,3 milliard de Chinois est devenue suffisamment riche pour s'acheter de grosses cylindrées, ils se sont précipités sur les BMW, les Audi et les Mercedes, et pas sur les Renault ou les Citroën... ■

Document 8

(...) Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a programmé pour l'an prochain un tour de vis budgétaire sans précédent pour ramener d'un coup les déficits publics français de 4,5 % du PIB à 3 % (ce qui revient à retirer brutalement 30 milliards d'euros du circuit économique). Cette action risque de plonger une économie française déjà flageolante dans la récession et de faire exploser le chômage alors que le record de 1997 vient tout juste d'être dépassé ainsi que la barre des 5 millions d'inscrits à Pôle emploi. Mais cela risque aussi et surtout de faire plonger l'ensemble de la zone euro dans une sévère dépression. (...)

